

1635 : Richelieu et Louis XIII dans le bourbier européen

(Article paru dans feu la revue "Histoires de France")

La guerre de Trente Ans n'aurait jamais dû être une guerre française. Il s'agit à l'origine d'un conflit religieux opposant les partis catholiques et réformistes de l'empire des Habsbourg. Lorsque Louis XIII et Richelieu décident d'intervenir, en 1635, le conflit touchait théoriquement à sa fin...



La France et l'Europe au début du XVII^e siècle

Henri IV, père de Louis XIII, avait utilisé toute son énergie à rétablir la paix à l'intérieur et à l'extérieur du royaume. Les conséquences s'en feront lourdement sentir : en 1600, la France est ruinée. Mais l'énergie conjuguée du Roi et de Sully, son surintendant des finances, va relever le pays. Depuis 1599, l'Europe est en paix, à l'exception de la guerre entre les Provinces-Unies et l'Espagne, mais celle-ci est fragile. En Allemagne et en France, l'équilibre entre catholiques et protestants est précaire. Alors que les Habsbourg règnent de Madrid à Vienne, les principautés protestantes tissent un réseau d'alliance, recherchant le soutien de la Hollande, de l'Angleterre ou de la France d'Henri IV. En 1609, tout bascule : Jean-Guillaume, duc de Clèves et Juliers, meurt sans héritier. Alors que plusieurs prétendants à la succession se font connaître, l'empereur Rodolphe II envoie des troupes occuper le duché. C'est l'escalade : deux prétendants, l'Électeur de Brandebourg et le comte palatin s'unissent contre les Impériaux, après avoir obtenu le soutien de la France. Henri IV lève trois armées pour intervenir aux côtés des princes allemands liés par l'Union de Halle. La république de Venise, la Savoie, l'Angleterre, la Suède, le Danemark et la Hollande doivent soutenir cette intervention. L'assassinat d'Henri IV, le 14 mai 1610, remet en cause ce projet. Mais la régente, Marie de Médicis, suit l'avis de ses ministres et maintient l'opération. Cette expédition, bien plus limitée que celle planifiée à l'origine, mènera à la prise de Juliers. Elle met surtout fin à la crise de Juliers en ménageant les différents partis.

C'est durant la première décennie du XVII^e siècle qu'entre en scène un jeune évêque, Armand-Jean du Plessis de Richelieu. Il a 25 ans en 1610, lorsque Henri IV est assassiné. C'est Concini, favori de Marie de Médicis qui le fait entrer au conseil du Roi, en 1616, comme ministre chargé des affaires étrangères. Luynes succède à Concini, assassiné le 24 avril 1617. À la mort de ce favori, le 15 décembre 1621, les

entreprises espagnoles aux Provinces-Unies et l'occupation du Palatinat par les Impériaux en 1622 vont marquer le retour à une politique anti-Habsbourg de la France.

Origines de la guerre de Trente Ans

Ce conflit terrible trouve ses origines en Bohême, la république Tchèque d'aujourd'hui, dans les opérations de « contre-réforme » menées par les catholiques, à l'instigation de l'empereur Ferdinand II de Habsbourg. Son prédécesseur, Rodolphe II, accorde à ses sujets de Bohême, le 9 juillet 1609, que « *chaque parti puisse pratiquer librement et pleinement la religion dans laquelle il croît trouver son salut...* ». Les protestants tchèques bénéficient par ailleurs d'avantages politiques ainsi que de dispositions particulières pour que les édifices consacrés au culte soient utilisables par les différentes confessions. Cette *Lettre de majesté*, accordée à contrecœur par Rodolphe II, est une épine dans le pied des catholiques mais aussi des Habsbourg, au premier rang desquels le tout nouveau empereur et roi de Bohême, Ferdinand II. De fait, les catholiques mobilisent toutes leurs énergies pour reprendre le contrôle des paroisses protestantes. Et chaque fois qu'il est possible, le pouvoir impérial intervient en leur faveur dans les différents qui opposent les deux confessions. C'est le règlement brutal d'un tel différent en faveur des catholiques qui donne lieu à la « défenestration de Prague » le 23 mai 1618. De 1618 à 1635, Ferdinand II n'aura alors de cesse de rétablir le pouvoir impérial ainsi que la prééminence de la religion catholique au sein de l'empire.

La situation s'envenime : les états de Bohèmes se révoltent et donnent la couronne du royaume à l'Electeur Palatin Frédéric V. L'Empereur réagit et son armée, commandée par Tilly, met en déroute l'armée de la confédération le 7 novembre 1620 à la bataille de la Montagne Blanche, à quelques kilomètres de Prague. Les nombreux succès impériaux entre 1620 et 1624 commencent alors à inquiéter fortement les puissances

européennes : Provinces Unies, Etats protestants d'Allemagne du Nord, Angleterre, Danemark, Suède mais aussi France.

Interventions danoises et suédoises

Les Provinces Unies sont déjà en guerre contre l'Espagne, la Suède est en conflit avec la Pologne et la France fait face à des rebellions protestantes. C'est donc Christian IV de Danemark, soutenu par les Electeurs de Brandebourg et de Saxe, qui va se porter à l'aide de la cause protestante en 1625. Mais Wallenstein, entré au service de l'empereur, défait Mansfeld au Pont de Dessau, le 26 avril 1626, puis Tilly écrase l'armée de Christian IV le 26 août à Lutter-am-Barenberg. Les années 1627 et 1628 seront les années de conquête des territoires de Christian IV et de ses alliés en Allemagne du Nord, puis de réorganisation religieuse dans les territoires conquis. Enfin, le traité de paix du 7 juin 1629 met fin à l'intervention danoise. Ferdinand II a les mains libres pour publier, dès février 1629, son édit de restitution, remettant en cause les sécularisations abusives réalisées depuis 1555. Si le temps des conflits armés paraît révolu, celui des complots est à son zénith. Wallenstein suscite de nombreuses inimitiés au sein de l'Empire, notamment celles du duc Maximilien de Bavière et de Tilly. Encouragé par son entourage et par les agents de Richelieu, l'empereur Ferdinand II renvoie Wallenstein le 34 août 1630. Redoutant la victoire de Ferdinand II, la diplomatie française contribue ainsi à ce que l'empereur se « coupe un bras », à la veille de l'intervention suédoise.

Car au même moment, les succès de Ferdinand II, la diplomatie et les subsides françaises décident Gustave Adolphe à intervenir en Allemagne du nord. Sa victoire sur Tilly à Breitenfeld, le 17 septembre 1631, pousse alors l'empereur à rappeler Wallenstein. En juillet 1632, le roi de Suède échoue dans un premier temps, sous les murs d'*Alte feste*, une forteresse proche de Nuremberg. Mais la bataille de Lützen, le 16 novembre 1632, voit la victoire de Gustave Adolphe sur le

généralissime impérial. Cette seconde victoire sera chèrement payée puisque le « lion du nord »⁽¹⁾ y trouve la mort. Poussés par la France de Louis XIII et le chancelier Oxenstierna⁽²⁾, les généraux suédois Baner, Horn, Torstensson et l'allemand Bernard de Saxe Weimar continuent la guerre, malgré la lassitude des populations. Alors que Wallenstein bat les suédois à Steinau en septembre 1633, Bernard de Saxe-Weimar entre à Donauwörth puis à Ratisbonne le 14 novembre 1633. La prise de Ratisbonne, ville de la Diète d'Empire, pousse le duc Maximilien de Bavière à comploter une fois de plus contre Wallenstein et mènera à son assassinat, dans la nuit du 25 au 26 février 1634⁽³⁾. Ce meurtre ne profite pas aux Suédois puisque le 6 septembre, le maréchal Horn subit une lourde défaite à Nördlingen. Les Suédois abandonnent la Bavière et Bernard de Saxe-Weimar retourne en Alsace. Des préliminaires de paix entre Ferdinand II et les Electeurs de Saxe et de Brandebourg sont négociés le 23 novembre 1634. Le 30 mai 1635, l'Empereur et l'Electeur de Saxe signent un traité de paix, qui sera bientôt étendu à tous les princes allemands qui le souhaitent.

1. Surnom donné à Gustave II Adolphe (1594-1632), roi de Suède.
2. Axel Oxenstierna (1583-1654), le « *Richelieu suédois!* » est nommé chancelier par Gustave-Adolphe en 1612.
3. Ratisbonne est une ville du duché de Bavière. Le duc Maximilien de Bavière fournit l'armée de la ligue catholique commandée par Tilly, aux côtés de l'armée impériale commandée par Wallenstein. Mais la puissance de ce dernier et les velléités de pouvoir absolu de l'empereur Ferdinand II sont autant de facteurs qui minent le parti catholique. Le duc de Bavière, devenu Electeur impérial le 22 février 1628, reprochera à Wallenstein son inaction lors des prises de Donauwörth et Ratisbonne.

La guerre continue

La coalition montée par la Suède de Gustave Adolphe et la France de Richelieu mise à mal, l'Allemagne est maintenant sur le point de retrouver la paix, même si de nombreux princes protestants et villes libres d'Empire y restent hostiles. Mais le chancelier Oxenstierna n'a pas intérêt à une paix en Allemagne : son objectif est de prendre le contrôle de la côte continentale de la Baltique en instaurant un protectorat sur les états protestants d'Allemagne du nord. Le cardinal Richelieu, craignant que l'Espagne de Philippe IV puisse utiliser les troupes impériales ainsi libérées par la fin du conflit pour menacer les intérêts français, n'a pas plus d'intérêt à une fin des hostilités. Dans ses mémoires, il nous livre l'avis donné au Roi sur le sujet, au début de l'année 1629. Il suggère que, pour défendre les frontières du royaume, la France protège les petits états frontaliers d'Allemagne et d'Italie et contrôle la voie d'accès à ces zones c'est à dire la route du Rhin par la Lorraine et l'Alsace et la route d'Italie par la Savoie : « *Pour le dehors, il fallait avoir un dessein perpétuel d'arrêter le cours du progrès d'Espagne ; et, au lieu que cette nation avait pour but d'augmenter sa domination et étendre ses limites, la France ne devait penser qu'à se fortifier en elle-même, et bâtir et s'ouvrir des portes pour entrer dans tous les états de ses voisins, et les pouvoir garantir de l'oppression d'Espagne, quand les occasions s'en présenteraient ; que pour cet effet, la première chose qu'il fallait faire, c'était de se rendre puissant sur mer, qui donne entrée à tous les états du monde ; qu'ensuite il fallait penser à se fortifier à Metz, et s'avancer jusqu'à Strasbourg, s'il était possible, pour acquérir une entrée en Allemagne ; ce qu'il fallait faire avec beaucoup de temps, grande discrétion, et une douce et couverte conduite ; qu'il fallait faire une grande citadelle à Versoix pour se rendre considérable aux suisses, y avoir une porte*

ouverte, et mettre Genève en état d'être un des dehors de la France ; (...) qu'il fallait penser au marquisat de Saluces, soit par accommodement avec M. de Savoie (...) soit en profitant de la mauvaise intelligence qui était entre les sujets dudit marquisat et lui, et le reconquérant ; (...) qu'on pourrait encore penser à la Navarre et à la Franche-Comté comme nous appartenant, étant contiguës à la France, et faciles à conquérir toutes fois et quant que nous n'aurions autre chose à faire ; mais qu'il n'en parlait point, d'autant que ce serait imprudent d'y penser si premièrement ce qui était ci-dessus n'avait réussi, parce, en outre, qu'on ne pouvait faire sans allumer une guerre ouverte avec l'Espagne, ce qu'il fallait éviter autant qu'on pourrait ». On retrouve dans ces lignes la politique des différents Rois de France depuis François I^{er}, *l'obsession de l'encerclement* comme l'écrit Michel Carmona, face à l'omniprésence de la dynastie Habsbourg. La Lombardie, la Franche-Comté et les Pays-Bas espagnols prolongent la frontière le l'Espagne jusqu'à la mer du Nord. En pratique, alors que Philippe IV et Olivares⁽⁴⁾ essayent maintenir une voie entre Gènes, Milan et les Pays-Bas pour faire transiter leurs armées, le *chemin des Espagnols*, Louis XIII et Richelieu mettent tout en œuvre pour empêcher ce dessein.

(4) Gaspar de Guzman, comte d'Olivares (1587-1645), est nommé premier ministre par le roi Philippe IV d'Espagne en 1621.

L'intervention française en Valteline

Avant 1635, la France n'était que ponctuellement intervenue dans la guerre qui secouait l'Europe centrale mais elle le faisait systématiquement dans l'esprit de l'avis donné au Roi en janvier 1629. En juillet 1620, les Grisons catholiques de Valteline⁽⁵⁾ s'étaient soulevés contre la majorité protestante. L'Espagne ayant profité de l'occasion pour intervenir, par

l'intermédiaire du gouverneur du Milanais, la France signait une alliance avec le duché de Savoie et la république de Venise le 7 février 1623, préparant de ce fait une intervention en Valteline. En octobre 1624, Annibal d'Estrées pénètre en territoire grison et chasse les impériaux de la région. De son côté Charles-Emmanuel de Savoie⁽⁶⁾ sollicite l'aide militaire de la France pour attaquer Gênes, alliée de l'Espagne. Richelieu ne se fait pas prier : il envoie le connétable de Lesdiguières qui débouche devant Turin le 1^{er} février 1625 avant de se présenter sous les murs d'Asti un mois plus tard. Après la prise de plusieurs villes, Lesdiguières, temporisant, échoue devant Gênes. Alors qu'une armée impériale se prépare à intervenir en Valteline, les Espagnols du duc de Feria se portent au secours de Gènes puis assiègent Verrua où se sont retranchés Français et Savoyards. Le siège sera levé en novembre 1625 et Lesdiguières ramènera ses troupes en Dauphiné. Une trêve est signée le 5 février 1626 entre Louis XIII et l'Espagne, qui débouche sur le Traité de Monçon du 5 mars 1626. La Valteline est rendue au pape.

(5) Le canton des Grisons est aujourd'hui le canton suisse situé le plus à l'Est, entre l'Autriche et l'Italie. La Valteline est aujourd'hui une région d'Italie du Nord, voisine de la Suisse, située sur la rivière Adda, à l'est du lac de Côme.

(6) Charles-Emmanuel I^{er} (1562-1630), duc de Savoie et prince de Piémont. La Savoie forme alors un duché indépendant, son père Emmanuel-Philibert (1528-1580) en ayant restauré ses états, au détriment de la France, à partir de 1557.

La guerre de Mantoue

En 1627 meurt Vincent de Gonzague, duc de Mantoue. Il ne laisse d'autre héritier plus direct que Charles de Gonzague,

duc de Nevers. Ses possessions, le duché de Mantoue et le marquisat de Montferrat, sont tous deux fiefs d'Empire : Ferdinand II, à la demande de l'Espagne et de la Savoie, prend l'héritage sous tutelle. L'année suivante, Charles-Emmanuel de Savoie occupe le Montferrat alors que les Espagnols mettent le siège devant Casal où s'est réfugié Charles de Mantoue. Pourtant, la France tarde à prendre position : Marie de Médicis s'oppose à une telle intervention et le siège de la Rochelle, puis les troubles du Languedoc, mobilisent les attentions. Mais l'Avis au Roi du 13 janvier 1629, rédigé par Richelieu, réaffirme ce principe qui l'obsède : il est temps *d'arrêter le cours du progrès d'Espagne*. Louis XIII approuve. La Rochelle prise, les deux hommes prennent la tête de l'armée, passent les Alpes au Mont-Genèvre, et prennent Suse le 6 mars.

Après avoir envoyé une armée dans les Grisons, le 5 juin 1629, l'empereur Ferdinand II somme les français d'évacuer ses possessions italiennes. En septembre, il envoie une armée vers Mantoue, commandée par Collalto, pendant que l'Espagne envoie le célèbre Spinola assiéger Casal. Richelieu part avec le maréchal de La Force, le 29 décembre 1629 pour Suse. Il repousse Charles-Emmanuel de Savoie et prend Pignerol le 21 mars 1630. De son côté, le Roi engage la conquête de la Savoie : Chambéry lui ouvre ses portes le 17 mai et le prince Thomas, second fils du duc de Savoie, est battu le 6 juillet 1630 au combat de Séez. La prise de Montmélian, le 19 juillet 1630, mettra fin à cette campagne. C'est alors qu'arrivent les mauvaises nouvelles : la veille, Collalto emportait Mantoue, faisant Charles de Gonzague prisonnier, et Spinola prenait Casal, quelques semaines plus tôt. Qui plus est, les cabales de la Reine-mère et les ravages de la dysenterie mobilisent toute l'attention de Richelieu au détriment des opérations militaires.

Plusieurs événements vont pourtant faire pencher peu à peu la balance du côté français. Le duc de Savoie décède le 26

juillet d'une apoplexie. Son successeur, Victor Amédée I^{er}, beau-frère de Louis XIII, est plus favorable à la France. Le duc de Montmorency, parti secourir Casal, prend Carignan le 6 août 1630 mais l'armée française, diminuée par les ravages de la peste, ne pousse pas jusqu'à Turin et Casal. Spinola meurt brusquement le 23 septembre 1630 alors que l'armée française se remet peu à peu de l'épidémie. Enfin, le 13 octobre, une médiation du pape Urbain VIII, menée par Jules Mazarin, le futur cardinal, débouche sur un accord de principe pour le règlement général des conflits dans lesquels la France est intéressée. Schomberg, envoyé par Louis XIII en Piémont, dégage la route de Suse à Turin et débouche le 26 octobre devant Casal, face aux troupes espagnoles. C'est alors que Jules Mazarin surgit entre les deux armées, criant « *La paix ! la paix !* » Ayant pris connaissance des nouvelles propositions espagnoles, le maréchal de La Force accepte de conclure un accord. Le traité de Cherasco, signé le 26 avril 1631, mettra fin au conflit. Charles de Gonzague, duc de Nevers, peut maintenant prendre possession du duché de Mantoue et du marquisat de Montferrat.

Avec son style inimitable, l'historien Jules Michelet résumait ainsi cette intervention difficile : « *Louis XIII allait lancer la foudre... Le foudre était de bois. Il y manquait les ailes dont l'antiquité a soin de décorer celui de Jupiter. Ces ailes aujourd'hui, c'est l'argent. Le déficit énorme, accusé en 1626, l'aggravation d'emprunts faits pour le siège de la Rochelle, semblaient rendre impossible le secours d'Italie* ». Pourtant, la fermeté de Richelieu et Louis XIII aura permis une résolution positive du conflit.

La France entre en guerre

Au début de l'année 1633, Richelieu pousse Louis XIII à financer la guerre en Allemagne et en Hollande, craignant que « *si la paix se faisait en Allemagne et la trêve en Hollande, ou l'une des deux seulement, la France aurait à supporter*

seule une guerre défensive, qu'on lui apporterait jusque dans ses entrailles, sans qu'elle la pu éviter (...) » Effectivement, depuis quelques années, les évènements se bousculent aux frontières du Royaume. À l'Est, le duc Charles IV de Lorraine accueille régulièrement, depuis 1629, les ennemis de Richelieu et Louis XIII, tout en prenant part à la guerre aux côtés de Tilly contre les Suédois. Charles IV ayant autorisé l'occupation de forteresses située sur la route de Nancy à Strasbourg par des troupes impériales, Louis XIII mène fin 1631 l'armée sur place et impose, le 6 janvier 1632, un traité au duc de Lorraine. Celui-ci reprend pourtant rapidement son alliance active avec Ferdinand II, entraînant d'autres interventions françaises au cours des années 1632 et 1633. Charles IV finit par capituler le 20 septembre 1633 et les Français entrent à Nancy. Le 19 janvier 1634, le duc Charles IV abdique, laissant le pouvoir à son frère.

De son côté l'Alsace était occupée depuis août 1632 par les suédois de Horn. Les cités Alsaciennes, lassées des déprédations, demandent alors l'aide de Louis XIII. Une convention négociée le 9 octobre 1634 entre Français et Suédois, suivie par un traité, autorise la France à occuper la région. Alors que les maréchaux Brézé et de La Force y affrontent les Impériaux, le Prince Thomas de Savoie, à la tête d'une armée espagnole, envahit l'Electorat de Trèves en mars 1635, faisant prisonnier l'Archevêque Electeur, protégé de Louis XIII. Les dés sont jetés. Le 8 février 1635, Richelieu, sentant la guerre inévitable, avait renforcé son alliance avec les Provinces Unies. Le traité stipule que « *le Roy fera entrer dans les provinces que le Roy d'Espagne tient aux Pays-Bas une armée de vingt-cinq mil hommes de pied et cinq mil chevaux, et les Sieurs des États feront la même chose avec une armée de vingt-cinq mil hommes de pied et cinq mil chevaux aussi* ». Puis Richelieu renforce son alliance avec la Suède, le 28 avril, et déclare la guerre à l'Espagne, le 19 mai. Cette entrée en guerre est suivie d'une première victoire française à Avins, en Wallonie, le lendemain même.

Politique de Richelieu

Il peut paraître étonnant que la France, pays de confession majoritairement catholique, soit entrée en guerre aux côtés des États protestants. Pourtant, Richelieu, devenu chef du conseil du roi le 13 août 1624, saura toujours privilégier les intérêts de l'État sur ceux de l'Église. Ainsi il affirme dès 1617 son soutien aux édits de tolérance accordés aux protestants : « *Autres sont les intérêts d'État qui lient les princes, et autres les intérêts du salut de nos âmes, qui, nous obligeant pour nous-mêmes à vivre et mourir en l'Église en laquelle nous sommes nés, ne nous astreignent au respect d'autrui qu'à les désirer, mais non pas à les y amener par la force et la contrainte* ». Dans un mémoire de mai 1625 destiné au roi, il écrit en ce sens : « *Pour bien juger quelle résolution le roi doit prendre, il faut voir et considérer mûrement quelle est la face des affaires présentes en toute la chrétienté. Il semble que toutes choses conspirent maintenant à rabattre l'orgueil de l'Espagne* ».

L'affaire de Valteline est emblématique de la politique que Richelieu s'emploie fermement à suivre. Fin novembre 1624, Madrid n'a pas respecté son engagement d'évacuer le pays. « *Les ruses et la mauvaise volonté de l'Espagne en cette affaire étaient manifeste* » écrira Richelieu dans ses *Mémoires*. Pendant que le marquis de Coeuvres reprend différents forts de la vallée occupés par les troupes espagnoles et pontificales, Richelieu répond aux envoyés du Pape que les Grisons sont les suzerains légitimes de Valteline et que la France veillera à ce que leurs sujets catholiques n'y soient plus opprimés. La religion n'entrave pas les desseins du cardinal qui va jusqu'à invoquer, face à l'influence de la maison d'Autriche, « *le contrepoids de la puissance de France qui donne la liberté à la chrétienté* ». Comme il expliquera plus tard, au sujet du siège de la Rochelle en 1628, « *cette guerre était un fait d'État et non de religion* ». La Valteline « libérée », Richelieu s'emploiera

ensuite à réduire les autres points stratégiques du *chemin des Espagnols* qui relie l'Italie aux Pays-Bas : alliance avec les Provinces-Unies, confirmation des traités avec Venise, alliance avec le duc de Savoie et siège de Gènes. À partir de 1627, il s'attachera à remettre la marine française *en son ancienne splendeur*, projet motivé en considération de l'Espagne, redoutable par sa *puissance sur mer*.

Persuadé que l'Espagne a pour objectif *d'augmenter sa domination et étendre ses limites* aux dépens de la France, Richelieu affiche clairement sa volonté *d'arrêter le cours de son progrès*. Début 1632, il dit au Roi que « *pour se résoudre promptement, il fallait considérer qu'en l'état présent des affaires d'Allemagne, elle ne pouvait agir qu'en l'une de ces quatre manières :*

1° *ou se joindre avec le Roi de Suède pour faire la guerre ouvertement à la maison d'Autriche ;*

2° *ou s'accommoder avec l'empereur et l'Espagne pour faire conjointement la guerre au roi de Suède et aux princes protestants ;*

3° *ou essayer de faire accepter la neutralité aux trois électeurs catholiques à des termes qu'elle était proposée par le roi de Suède, s'il ne voulait consentir à d'autres meilleurs, et le laisser continuer la guerre en Allemagne sans s'en mêler, mais seulement tenir quelques troupes sur la frontière pour s'en servir en tout événement ;*

4° *ou bien, ladite neutralité, se rendre en outre maître de l'Alsace, de Brisach et des passages du Rhin qu'y tenaient les électeurs catholiques, et avoir là une armée pour s'en servir aux occasions (...)* ».

Mais Richelieu repoussait la seconde manière, craignant « *le peu d'assurance que l'on devait prendre des Espagnols* » et « *le danger de laisser tellement accroître la maison d'Autriche* ». De son côté, Louis XIII ne se résout ni au

premier, ni au second scénario. Ne souhaitant pas la guerre, il cherche tout autant à éviter la rupture avec le roi de Suède qu'avec la maison d'Autriche. Il opte donc pour la neutralité.

Quoiqu'il en soit le roi et son ministre, occupés par les rébellions intérieures, ne pouvaient intervenir plus tôt contre les Impériaux. Richelieu écrit ainsi au Roi, en 1625, que *« tant que les huguenots auront le pied en France, le roi ne sera jamais le maître au dedans, ni ne pourra entreprendre aucune action glorieuse au dehors »*. Il faudra attendre le mois de mai 1635 pour que la guerre soit effectivement déclarée.

Richelieu justifiera ainsi l'intervention de la France au début de l'année 1635 : *« Après avoir longtemps lutté contre la guerre, à laquelle l'ambition d'Espagne nous voulait obliger depuis quelques années, ou sa mauvaise volonté contre cet état, lequel, comme une forte montagne qui resserre le cours d'un torrent impétueux, empêche que leur monarchie n'inonde toute l'Europe ; après avoir été longtemps occupé à nous parer de leurs embûches et entreprises continuelles contre ce royaume, et y avoir, avec une particulière bénédiction de Dieu, remédié heureusement par une vigilance infatigable (...) ; enfin cette année, il nous est impossible de reculer davantage, et sommes contraints d'entrer en guerre ouverte avec eux, guerre que nous leur déclarons, mais que nous ne leur faisons pas les premiers, vu que c'est eux qui nous attaquent et qui nous y forcent par tant d'hostilités, tant d'injures réelles, tant de préparatifs qu'ils font de longue main pour nous opprimer tout à coup, que nous sommes contraints pour nous défendre de leur déclarer que nous ne voulons plus souffrir la guerre couverte qu'ils nous font, et qu'ils déguisent devant le monde du nom trompeur de paix, laquelle à bien prendre n'a point été commencée de leur part entre nous, depuis la fin que le traité de Vervins imposa à la dernière rupture qui était entre Henri IV et eux. »*



Le Roi et son ministre

Quant à Louis XIII, ses desseins apparaissent clairement dans cette lettre du 13 août 1624 : « *Cela serait peu, si je n'avais résolu d'établir un tel ordre en mes affaires que mon royaume viendra à reprendre sa première splendeur, et, puissant, empêchera les desseins que plusieurs conçoivent contre la liberté publique, moi étant porté à défendre les anciens alliés de ma couronne, et à m'unir avec eux pour le bien de la chrétienté* ». Il soutient son ministre sans réserve et le lui confirmera à plusieurs reprises, comme dans cette lettre du 9 juin 1626 : « *J'ai toute confiance en vous, et il est vrai que je n'ai jamais trouvé personne qui ne servit à mon gré comme vous. (...) Assurez-vous que je ne changerai jamais, et que, quiconque vous attaquera, vous m'aurez pour second* ». Sa soif de gloire en est probablement sa principale motivation. À la mort du Cardinal, il affirme encore vouloir « *maintenir les principes et les buts du susdit Cardinal, voulant que toutes les choses restent en l'état sans modification* ». Une circulaire du 5 décembre 1642 confirmera ces lignes, en ordonnant que les projets arrêtés avec

Richelieu *pour les affaires du dehors et du dedans* du Royaume soient suivis *sans aucun changement*.

Pourtant, l'entourage du roi était majoritairement hostile à cette politique, la Reine-Mère et son frère Gaston en premier chef. Cette hostilité mènera à *la journée des dupes*, le 12 novembre 1630, lorsque le Roi demandera à son ministre de rester, et à la fuite de la Reine-Mère, le 19 juillet 1631. Marie de Médicis représente le parti Espagnol et l'unité chrétienne face à l'indépendance ou *égoïsme national* de Richelieu et Louis XIII. Mère d'Elisabeth, reine d'Espagne, de Christine, duchesse de Savoie et d'Henriette Marie reine d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, elle est l'un des personnages-clés du parti chrétien. Michelet insiste à juste raison sur l'énergie que devra déployer Richelieu pour lutter contre les manigances de la Reine-Mère, au détriment de sa politique. Le ministre écrira d'ailleurs au roi, fin 1630 : « *Je me suis perdu chez la reine pour n'avoir pu défaire les cabales à leur naissance* ». Mais Louis XIII restera ferme, allant jusqu'à déclarer lors de l'exil de Marie : « *Vous avez entendu comme la Reine ma mère était sortie du royaume pour aller trouver mon frère et se mettre tous deux entre les mains des Espagnols ; mais je ne les crains pas et empêcherai bien qu'ils me fassent du mal. Ils disent que Monsieur le cardinal veut chasser la Maison royale ; cela est faux, je me suis toujours bien trouvé de ses conseils* ». Et dans une lettre de juillet 1631 à son frère Gaston, le roi réaffirmera : « *Je sais les qualités et la portée de ceux dont je me sers, et Dieu m'a fait grâce de savoir mieux mes affaires que tout ceux qui se veulent mêler d'en discourir mal à propos* ». On ne peut qu'admirer la fermeté du couple contre l'adversité. Jules Michelet saluera d'ailleurs *la gloire de roi, l'honneur de la couronne et l'honneur de la France* qui se confondaient dans l'esprit de Louis XIII, et dont Richelieu saura *admirablement tirer parti*.

Stéphane Thion

Bibliographie sommaire :

Richelieu de Michel Carmona, Fayard, 1983 ;

Mémoires du cardinal de Richelieu, dans *Nouvelle collection des Mémoires pour servir l'Histoire de France*, 1837 ;

La guerre de Trente ans d'Henri Bogdan, Perrin, 1997 ;

Les armées de la guerre de Trente Ans de Stéphane Thion, LRT Éditions, 2008 ;